Synergies Roumanie n° 14 - 2019 p. 193-205

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Les intellectuels roumains de l'exil italien et la nouvelle politique étrangère roumaine dans le contexte de la propagande communiste

Anca Stângaciu
Université Babeş-Bolyai, Roumanie
astangaciu@yahoo.com

Reçu le 04-11-2019 / Évalué le 14-11-2019 / Accepté le 05-12-2019

Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser la manière dont les intellectuels roumains en exil, en Italie, avaient des liens avec la politique étrangère et la propagande promue par les structures du régime communiste à Bucarest. La disparition progressive du modèle de type stalinien, ainsi que le socialisme nationaliste promu par Nicolae Ceauşescu après 1965, se sont également traduits par un affaiblissement de la politique et des méthodes d'approche des « ennemis du régime ». Les décrets de libération des prisonniers politiques adoptés sous la pression des puissances occidentales entre 1964 et 1965, la tentative de récupération des valeurs traditionnelles, la stratégie du Parti communiste visant à attirer des personnalités par conviction et non par contrainte, respectivement par le remplacement des méthodes générales de sécurité fondées sur le terrorisme, la détention, la persécution, le compromis ou la violence avec celles de la surveillance de l'information et du contrôle exagéré ont conduit à un « assouplissement politique et idéologique » (1965-1974) qui, corrélé à certains succès de la politique étrangère, a convaincu pendant une certaine période de temps une partie importante des personnalités de l'exil, tandis qu'une autre restait intransigeante et critique, notamment avec la politique interne du régime communiste.

Mots-clés : élite politique, anticommunisme, exil, intellectuels, propagande, Italie

The Romanian Intellectuals from the Italian Exile and the New Romanian Foreign Policy in the Context of the Communist Propaganda

Abstract

The objective of this article is to analyze the way in which the Romanian intellectuals in exile, in Italy, related to foreign policy and to the propaganda promoted by the structures of the communist regime in Bucharest. The sunset of the Stalinist type model, as well as the nationalist socialism promoted by Nicolae Ceauşescu after 1965, were also reflected in the weakening of the policy and in the methods of approaching the "enemies of the regime". The decrees of release of political prisoners adopted under pressure of Western powers between 1964-1965, the attempt to recover traditional values, the strategy of the Communist Party to attract personalities by accession and not by constraint, respectively the replacement of

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

general methods of Security based on terror, detention, persecution , compromise or violence, with those of information surveillance and exaggerated control, led to a relative "political and ideological relaxation" (1965-1974) which, correlated with certain successes of foreign policy, convinced, for a while, a significant part of the personalities of the exile, while another remained intransigent and critical, especially with the internal politics of the communist regime.

Keywords: political elite, anti-communism, exile, intellectuals, propaganda, Italy

Introduction

Les tentatives d'autonomie en politique étrangère commencées depuis 1960 par Gh. G. Dej, en vertu des principes du communisme national, ont été de plus en plus renforcées à l'occasion de l'assouplissement idéologique promu par le régime de Ceaușescu, ce qui a transformé les années 1965-1974 en repères de quelques initiatives diplomatiques importantes, reflétées dans l'atténuation du conflit russo-chinois, le rapprochement entre la Roumanie et la Yougoslavie, la défense de l'expérience polonaise et tchécoslovaque, le refus d'envahir la Tchécoslovaquie, l'ouverture politique et économique aux États occidentaux et, bien sûr, l'entrée dans d'importants organismes internationaux. En fait, N. Ceaușescu a commencé à partir de 1967 la restructuration des liens commerciaux avec les États capitalistes (Sută, 1998 : 191), mais le capital d'image que la Roumanie, autoproclamée pays socialiste en voie de développement, a acquis dans le contexte du Printemps de Prague a eu une importance particulière qui s'est façonnée autour de l'idée d'une relative autonomie vis-à-vis de Moscou et d'une ouverture vis-à-vis du monde capitaliste, parallèlement à la promotion d'un assouplissement relatif sur le plan interne. En outre, au début de la huitième décennie, plus précisément en 1971, la Roumanie est devenue membre du GATT, membre du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale (Deletant, 1997 : 150). Une autre étape a consisté à obtenir, en 1974, le Système Généralisé de Préférences Douanières, la Roumanie étant le premier pays à signer un tel accord et à reconnaître de facto la Communauté Économique Européenne en tant qu'entité autonome (Fota, 1996 : 176). Par la suite, la clause de la nation la plus favorisée avec les États-Unis d'Amérique a été obtenue en 1975 et l'admission au Groupe des 77 en 1976 (Stângaciu, 2007 : 34). La relative indépendance économique acquise par l'État roumain impliquait, d'une part, son isolement au sein du bloc communiste et, d'autre part, sa proximité avec les États non communistes qui n'étaient pas en bonnes relations avec l'URSS, ce qui entraîna la reprise des relations économiques principalement avec les États occidentaux (Sută, Drăgan, Mureșan, 1996 : 197), le renoncement à l'obligation d'apprendre le russe à l'école, la réécriture d'une partie de l'histoire récente, etc.

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

Après la reprise des contacts diplomatiques, en reconnaissant le gouvernement communiste et en élevant les missions diplomatiques de Rome et de Bucarest au rang d'ambassade le 9 mars 1964, l'Italie était sans aucun doute l'un des États d'Europe occidentale avec lequel la Roumanie développait une série d'importantes relations politiques et particulièrement économiques. Pour Nicolae Ceaușescu, l'intensification du partenariat italo-roumain a été un objectif de politique étrangère depuis son investissement en tant que président du Conseil d'État (juillet 1967), une telle démarche s'appuyant principalement sur le fort potentiel économique et sur le stade avancé de développement scientifique et technique de l'Italie. En effet, bien que la Roumanie fût un des États appartenant au groupe CAEM, Ceaușescu était très conscient de la possibilité d'un développement scientifique et technique plus rapide en collaborant avec les États capitalistes d'Europe et du monde entier. Les arguments politiques qui ont renforcé l'idée d'une coopération bilatérale sont également venus des liens étroits entre le Parti Communiste Roumain et le Parti Communiste Italien.

En conséquence, depuis 1967, la Roumanie a soumis aux autorités italiennes une série de propositions concernant la coopération dans le cadre des relations italo-roumaines, et, en 1971, on a créé la Chambre de Commerce et Industrie roumano-italienne, facilitant la présence de plus de 6 000 entreprises italiennes en Roumanie[1] (La Politique étrangère, les Relations bilatérales, la République Italienne). De plus, dans les années '70 et '80, on a créé même des entreprises mixtes roumano-italiennes : Rifil (fibres synthétiques), Vitama (machines-outils et outillages), Romital, Dampex (produits chimiques), Sorimpex (matériaux de construction) ou, dans le domaine bancaire, la Banque Italo-Roumaine, ouverte en 1980 dans le but de renforcer les liens économiques entre la Roumanie et l'Italie (Petrenco, 1993 : 89-92). Enfin, en 1973, la rencontre du président de la Roumanie avec le président italien Giovanni Leone a abouti à la signature d'un Accord à long terme sur la coopération économique, industrielle et technico-scientifique, un accord renforcé en 1977 par une Convention italo-roumaine concernant l'évitement de la double imposition en matière de commerce extérieur.

Les échanges commerciaux avec l'Italie avaient également une place importante dans le commerce extérieur roumain depuis le début des années 1960, de sorte qu'ils occuperaient, pendant le régime de Ceaușescu, la troisième place dans le commerce avec les États européens, après l'URSS et la République fédérale d'Allemagne (L'Annuaire Statistique, 1986 : 286-288). En revanche, malgré les initiatives susmentionnées, l'accord culturel avec l'Italie, considéré par Teodor Onciulescu à juste titre comme une « bouffonnerie », demeurait inutile sans l'ouverture des instituts culturels à Rome et à Bucarest (ACNSAS, Informatif, d. 210103 : 93).

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

L'exil et la politique étrangère roumaine

Engagé dans une offensive internationale évidente, il n'est pas surprenant que, depuis le milieu de la septième décennie, l'État communiste ait promu l'image de la Roumanie auprès des intellectuels roumains en exil. La stratégie d'action visait à la fois à attirer les Roumains, pour qu'ils soient favorables aux « réalisations » du régime de Bucarest, ainsi qu'à utiliser les intellectuels pour promouvoir la politique étrangère roumaine (ou, à partir des années 70, le processus était valable même sur le plan interne), pour consolider les relations bilatérales ou pour obtenir des avantages générés par les progrès scientifiques et techniques occidentaux. En fait, la détermination, par manipulation ou conviction, d'une partie de l'intellectualité exilée à assumer, sous forme de publications ou d'autres approches publiques, la présentation favorable de l'image de la Roumanie s'inscrivait généralement dans une phase intermédiaire des tentatives visant la collaboration avec la *Securitate*.

Afin de sensibiliser l'intellectualité de l'exil, le régime communiste a eu recours à des clichés nationalistes et idéologiques regroupant des thèmes d'intérêt politique, économique, culturel ou identitaire, tels que la lutte contre l'irrédentisme hongrois, la popularisation de la continuité de l'État roumain dans l'espace des Carpates ou la latinité du peuple roumain ; à ceux-ci ont été ajoutés, dans un certain contexte politique, la réception et la consolidation de la position de la Roumanie dans les instances internationales, la signature d'accords avec les États capitalistes, les tentatives d'autonomie relative de l'État roumain par rapport à l'URSS.

Plus précisément, l'équivalence croissante de la dévotion envers le pays avec la promotion de l'image de la Roumanie communiste à l'étranger a conduit à une loyauté accrue à l'égard des prétendues réalisations du régime communiste. Certains intellectuels de l'exil italien ont réagi avec suffisamment de servilité face à certaines manifestations patriotardes, tandis que d'autres sont tombés dans le piège de quelques succès de la politique étrangère qui étaient quand même obtenus par un État dictatorial, mais, en réalité, la plupart souhaitaient aider leur pays, pour des raisons patriotiques. Cependant, pour une autre catégorie d'entre eux, aucun compromis avec le régime de Bucarest, de quelque nature que ce soit, n'a été accepté (Vintilă Horia, Mircea Eliade). En tout cas, les documents de la *Securitate* portent, par l'intermédiaire d'agents ou de responsables de leur propre institution, des références à la politique étrangère de la Roumanie pendant les septième et huitième décennies, signe que l'appareil de l'agence était très étendu.

Dinu Adamesteanu, qui était probablement le plus connu des intellectuels d'origine roumaine vivant en Italie, a attiré, à la fin des années '50 (c'est-à-dire pendant la période où il a été nommé directeur de l'Institut *Aerofototeca Nazionale*

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

de Rome (1958-1964), puis surintendant de la Région de Basilicate (1964-1977) et directeur du cours de photographie aérienne à l'état-major de l'aéronautique italienne et au commandement de l'OTAN), l'attention des autorités roumaines sur la possibilité de promouvoir les intérêts de la Roumanie ; en conséquence, la *Securitate* lui a confié une série de missions telles que la fourniture de photographies aériennes prises par des alliés sur le territoire de la Roumanie. Dinu Adameșteanu a également parlé en 1966 de la possibilité pour la Roumanie socialiste de s'affilier à différents organismes internationaux, ce qui, à son avis, était la seule possibilité « d'aider le pays » (ACNSAS, Informatif, d. 1472/2 : 168). L'archéologue était également impliqué dans des affaires de nature culturelle, tout comme les discussions avec l'ambassadeur d'Italie en Roumanie concernant la nécessité de rouvrir l'Ecole Roumaine à Rome (abandonnée en 1947, mais de manière permanente dans les préoccupations des fugitifs). Ainsi, au début de 1959, la résidence de Rome fit part à la Direction I de son inquiétude quant à l'intention des fugitifs roumains de s'emparer des espaces de l'Ecole Roumaine de Rome et Adameșteanu resta en dehors de cette initiative initiée à « double objectif », culturel et anticommuniste (ACNSAS, SIE, d. 1463/1 : 103).

De même, dans le contexte politique extrêmement problématique de la fin de 1968, l'ambassadeur d'Italie, Moscato, a exprimé sa crainte que l'institution « ne perde pas son caractère strictement culturel pour faire place à une activité politique », compte tenu des noms véhiculés pour le poste de directeur de l'institution : l'archéologue Emil Condurachi, le sculpteur I. Murnu et l'historien de l'art Virgil Vătășianu. Il semble qu'initialement, en novembre 1967, selon la Note Informative de la source « Sandu », les propositions pour le poste de directeur de l'Ecole Roumaine de Rome visaient l'académicien Constantin Daicoviciu, « ayant une position officielle trop visible » en tant que membre officiel du Conseil d'Etat, et Dionisie Pippidi, « immaculé » et tenu à l'écart de la politique (ACNSAS, Informatif, d. 1472/ 2 : 9, 11-12, 16). En effet, dans le cas de Condurachi, sa proximité avec le régime était évidente, un fait confirmé plus tard par les documents d'archives (et infirmé dans la situation de Vătășianu). Adameșteanu a également insisté auprès des autorités italiennes compétentes pour permettre à l'État roumain de prendre possession de la copie de la Colonne de Trajan.

À l'instar de Dinu Adameșteanu, « invité » par la *Securitate* à utiliser ses amis italiens pour développer des actions favorables à l'État roumain, Mihu Vulcănescu a été lui aussi invité à faire appel à des personnalités influentes pour obtenir à la fois des négociations avantageuses avec la société Fiat (via Angelo Mai) et des investissements de capital italien, ainsi que la création de sociétés mixtes, la consolidation des relations économiques roumano-italiennes ou l'aménagement du terrain pour

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

la visite du chef de Bucarest dans la capitale italienne, en 1973 (ACNSAS, SIE, d. 18789 : 5-7; Idem, Rețea, d. 423230 : 4-6).

Teodor Onciulescu, surveillé par la *Securitate* à l'aide d'un dossier de suivi ouvert par DRMAI Suceava, a loué au milieu des années 1960 l'intention de la Roumanie de commercer avec l'Ouest et de ne plus être subordonnée à la Russie, mais, en même temps, il a condamné son geste de supprimer la liberté de circulation des citoyens (ACNSAS, Informatif, d. 113895/ 2 : 175). Après la Déclaration de l'État roumain de 1964, il a apprécié, semble-t-il, les efforts déployés par la Roumanie pour renforcer l'indépendance, la souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures. Même pour sa femme, Leontina, qui avait réussi à se rendre en Roumanie à l'été de 1969, le changement de politique étrangère et le fait que le pays commençait à avoir des liens touristiques avec l'Occident (où il faisait « une propagande assez réussie ») étaient très évidents (ACNSAS, SIE, d. 1204/ 2 : 10-11). Sans aucun doute, la *Securitate* n'a pas eu tort sur l'efficacité de l'utilisation propagandiste des personnalités de l'exil roumain, puisque Teodor Onciulescu, par exemple, avait souvent été consulté par le gouvernement italien alors qu'il envisageait de négocier le développement de relations culturelles avec la Roumanie (ACNSAS, Informatif, d. 210103 : 93).

Emil Ghilezan, qui avait généralement « beaucoup de méfiance » à l'égard du régime de la Roumanie communiste, a apprécié, selon une note de la source « Halmageanu » de novembre 1967, le prestige international croissant du gouvernement roumain et, quelques années plus tard, selon la source « Nelu » de 1971, l'attitude courageuse du chef de l'Etat à l'étranger, mais il ne faisait pas confiance aux réformes mises en œuvre à l'intérieur du pays (ACNSAS, Informatif, d. 3330/ 1 : 32-33, 3330/ 4 : 164-165).

À son tour, Ion Mânzatu a informé, en février 1968, les officiers de la *Securitate* de la discussion qui avait eu lieu avec le professeur George Trancu et d'autres intellectuels de l'émigration roumaine au sujet de la poursuite et du renforcement de la position de la Roumanie dans le domaine des relations internationales, de l'accentuation de l'indépendance de la politique étrangère, de la visite du président De Gaulle en Roumanie et de celle de Nicolae Ceaușescu en Yougoslavie ou encore de l'attitude ferme du Parti communiste à l'égard d'autres structures similaires (ACNSAS, SIE, d. 158/ 1 : 102).

Dans le dernier cas, c'était le fait qu'à Budapest, lors de la consultation des Partis Communistes et Travaillistes (26 février-5 mars 1968), à laquelle ont participé plus de 81 partis, la délégation du Parti communiste roumain, dirigée par Paul Niculescu Mizil, a quitté la réunion à cause des critiques des communistes roumains par le Parti

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

Communiste Syrien. L'événement, largement commenté par l'émigration roumaine d'Italie, a suscité « l'admiration sincère » des exilés, étonnés par le courage d'une « protestation si catégorique » du régime de Ceaușescu (ACNSAS, SIE, d. 158/ 2 : 3). Des exilés italiens tels que George Mihail ou Petre Munteanu ont estimé non seulement que la Russie « demeurait le grand danger en permanence », mais aussi « qu'esquisser un geste de récupération des provinces roumaines occupées par les Russes » aurait donné une grande satisfaction aux intellectuels roumains (ACNSAS, SIE, d. 158/ 2 : 4). En mars 1968, Dinu Adameșteanu admirait pour sa part « la politique du parti et du gouvernement pour la défense de la souveraineté de l'Etat », mais aussi la preuve « même d'un courage excessif » envers Moscou, opinions qui ont attiré les critiques sévères du groupe des extrémistes en exil, en particulier les légionnaires fidèles à Horia Sima (ACNSAS, SIE, d. 1463 / 2 : 252 verso).

Le fait que les exilés roumains aient apprécié la politique de non-agression défendue par N. Ceaușescu dans le contexte de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les pays du Traité de Varsovie ou les inquiétudes suscitées par la menace à l'indépendance de leur pays d'origine ont été secondés par la solidarité des amis italiens, étudiants ou enseignants. La romaniste Rosa del Conte elle-même a écrit à Onciulescu pour lui demander de « mettre toutes ses forces au service de la propagande en faveur de la Roumanie en ces temps troublés, où elle était en danger » (ACNSAS, Informatif, d. 113895 / 2 : 131).

La question de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Traité de Varsovie et la tentative d'intimider les dirigeants de l'État roumain en concentrant quelques divisions soviétiques aux frontières du pays ont également été abordées par les exilés roumains en termes d'admiration et de respect, surtout puisque le danger rouge avait activé les actions irrédentistes de l'émigration hongroise. Le télégramme de la Résidence de Rome du 8 septembre 1968 insistait sur la solidarité de toutes les forces de l'exil roumain, y compris celles qui avaient eu auparavant des attitudes hostiles – C. Papanace, Mircea Popescu, Vasile Cristea, Aloïse Tăutu –, la mobilisation étant motivée par des raisons concernant l'identité roumaine, le sentiment national et les intérêts du pays. La référence à « la politique courageuse du gouvernement roumain [...] menée dans des conditions particulièrement critiques » (ACNSAS, SIE, d. 158/ 2 : 100) contrastait avec les manifestations anti-roumaines des exilés hongrois et c'est précisément pour cette raison qu'elle prouvait l'attachement aux valeurs historiques roumaines et trop peu ou pas du tout à un régime qui n'offrait pas de garanties démocratiques. De toute façon, les intellectuels exilés vont bientôt devenir sensibles à la capitulation du régime de Bucarest face aux pressions russes qui ont rendu impossible le dialogue entre l'exil roumain et le régime du pays.

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

Nicolae Caranica a répondu aux attaques formulées par Constantin Amăriuței dans *La Nation Roumaine*, selon lesquelles il avait des opinions favorables à la République socialiste de Roumanie, faisant appel à l'argument du désintérêt et de l'amour du pays et constatant, en même temps, « qu'il est du devoir de chaque exilé [...] de reconnaître les actes roumains positifs d'un régime qui, surtout après le 21 août [1968], se met en danger pour protéger l'indépendance du pays » (Manolescu, 2010 : 126).

La démonstration d'indépendance de Nicolae Ceaușescu a parfois été vue par les exilés et en relation avec les changements d'image opérés dans le domaine de la politique intérieure sous la forme de quelques mesures anti-Dej, parmi lesquelles le rétablissement retentissant de l'image de Lucrețiu Pătrășcanu ou la revalorisation de certains écrivains de l'ancienne génération comme E. Lovinescu ou C. Noica. Ainsi, selon la note de « Moro » du 24 mai 1968, Sergiu Celibidache aurait déclaré à propos de la Décision de la Réunion Plénière du CC du PCR d'avril 1968 que « l'équipe actuelle des dirigeants roumains a fait preuve de beaucoup de courage en réhabilitant un grand roumain comme Pătrășcanu, qui a toujours lutté pour l'indépendance du pays », et George Trancu aurait apprécié l'événement comme un début de la déstalinisation de la Roumanie, Pătrășcanu étant « le premier rebelle contre Teohari, Ana Pauker, Chișinevschi et Luca, qui recherchaient la destruction et la servitude de la Roumanie à Moscou » (ACNSAS, le fonds SIE, d. 158, volume 1, ff. 123-124, volume 2, ff. 4, 11-12). C'est précisément pourquoi Mânzatu, à l'instar d'autres intellectuels exilés, peut avoir eu un sentiment d'appréciation sincère, en matière de politique étrangère, pour l'indépendance de N. Ceaușescu vis-à-vis de Moscou (ACNSAS, SIE, d. 158/ 1 : 155). Dans une Note d'une source datant de juillet 1969, on insiste sur la sympathie et l'admiration de l'ancien dirigeant légionnaire Mânzatu, des exilés roumains, mais aussi des pays occidentaux, y compris l'Italie, pour Ceaușescu et sa politique qui s'opposait à l'impérialisme soviétique (*Ibidem* : 66). Le dirigeant communiste de Bucarest était considéré non seulement « comme un homme de grand courage », mais également comme « un diplomate qualifié », car, en général, « l'amitié avec l'URSS était une réalité incontestable », c'est-à-dire inévitable (*Ibidem*).

En août 1968, lors des négociations de la Direction VII du Département Général de Renseignements Extérieurs avec Ion Mânzatu, on a envisagé une série d'interventions de l'exilé roumain auprès du sénateur Giuseppe Brusasca, sous-secrétaire d'État au Ministère italien des Affaires étrangères ; c'était l'ami qui devait être déterminé à écrire des articles favorables dans la presse italienne sur la position d'indépendance adoptée par la Roumanie lors des événements de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques et leurs alliés, mais aussi sur d'autres problèmes internationaux (*Ibidem* : 97).

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

George Trancu, qui a été professeur pendant un certain temps à l'Institut Supérieur de Politique Internationale de Milan, a fait, avec un réalisme assez évident et avec un certain espoir, la synthèse de l'orientation de la politique étrangère de la Roumanie depuis la fin de la septième décennie ; le fait est indiqué par une Note Informative de « Moro »/ Ion Mânzatu, reconnaissant que « la Roumanie s'alignera de plus en plus avec les structures occidentales, ne quittant pas sa forme de gouvernement » (*Ibidem* : 12). Cependant, Trancu ou une partie de l'intelligentsia roumaine de l'exil espérait trop de ce qui pourrait être la « coexistence naturelle » des libertés individuelles et les garanties résultant de l'ingérence de l'idéologie marxiste et du communisme national.

Plus radicaux, les dirigeants légionnaires et les intellectuels de droite, en particulier Mircea Popescu et Ilie Gârneaţă, ont invité les exilés à ne pas être trompés par la propagande communiste, car « la position d'indépendance déclarée par les dirigeants roumains doit être expliquée par la crainte d'être attaché à la Russie soviétique et non par le réalisme politique du régime communiste » (ACNSAS, SIE, d. 2510 : 100), bien que la proximité de Ceauşescu avec les pays occidentaux et même la médiation des discussions entre les États-Unis et les États communistes (la Chine) aient prouvé le contraire. Cependant, la vision cartésienne de la politique étrangère roumaine n'était pas la seule approche légionnaire de l'exil, car, dans certains cas, moins nombreux, « l'extension des relations commerciales et diplomatiques avec les pays occidentaux, en particulier avec la République fédérale d'Allemagne et l'Espagne, [étaient considérée comme] une action courageuse, possible seulement après la consolidation économique et politique de l'indépendance de la Roumanie par rapport à l'URSS » (*Ibidem* : 110).

La construction d'une bonne image extérieure de la Roumanie communiste par le retour des intellectuels chez eux, l'attrait d'importantes personnalités politiques étrangères du côté de la Roumanie ou le remplacement des stéréotypes négatifs par certains stéréotypes positifs liés au pays ont également constitué la préoccupation des organes de la *Securitate*. Dans le cas d'Adameşteanu, par exemple, qui avait gagné la sympathie de Zbigniew Brzezinski lors de sa visite aux États-Unis en octobre 1977, la *Securitate* a estimé que cette situation pourrait être utilisée à l'avenir, d'autant plus que « l'environnement politique américain nourrit de la sympathie pour la Roumanie aussi » (ACNSAS, SIE, d. 1463/ 2 : 375). En outre, les organes de la *Securitate* ont proposé d'amener Joe Carter et Mircea Eliade en Roumanie, de prendre possession des archives de Lambrino en France, afin d'attirer la loyauté de certains sommets de l'émigration roumaine, tels que Eugen Drăguţescu et Vintilă Horia (*Ibidem* : 378).

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

En mars 1978, le même Adameșteanu sera chargé « de s'adresser par écrit au conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Z. Brzezinski, et d'exprimer à nouveau son désaccord avec les manifestations des irrédentistes hongrois ». Un message similaire a également été demandé au professeur Joe Carter, archéologue et collaborateur d'Adameșteanu, qui devait « poursuivre l'assistance en faveur de notre pays » (*Ibidem* : 381). Afin de promouvoir la campagne contre l'irrédentisme, la *Securitate* a proposé de faire appel également à des intellectuels roumains, tels que le professeur George Trancu, président de l'Association des Roumains de Dallas, qui publieraient des articles dans des magazines de circulation internationaux et contrebalanceraient ainsi l'irrédentisme. Adameșteanu aurait dû utiliser son amitié avec Mircea Eliade pour le persuader de combattre les mêmes théories. Le clergé catholique, et en particulier le cardinal Giovanni Colombo, devait être informé des actions hostiles à la Roumanie entreprises par les irrédentistes hongrois en Europe et aux États-Unis, la *Securitate* soulignant la nécessité d'insister sur la « politique juste de notre parti et de notre État face au problème des nationalités cohabitantes »; toutes les sources reçoivent des données et du matériel documentaire (*Ibidem* : 382).

La question de la Transylvanie, du Traité de Trianon et la contestation des théories de l'irrédentisme hongrois ont donc retenu l'attention du système de propagande roumaine en Occident, l'action étant considérée, bien entendu, comme un contrepoids à la propagande des intellectuels hongrois en exil. Les intérêts des intellectuels roumains concernant la Transylvanie et la continuité de la Roumanie ont attiré l'attention de la *Securitate* tout au long des années 1960-1970. En juillet 1965, Dinu Adameșteanu a convenu que la Société Académique Roumaine « devrait prendre position contre les articles diffamatoires sur la Transylvanie signés par les fugitifs hongrois » (*Ibidem* : 59). Le thème était si important en raison de son caractère « irréel » (contraire à la vérité scientifique), que l'archéologue roumain allait présenter, un an plus tard, une demande de dénonciation des faits irrédentistes dans les journaux italiens, avec l'aide d'un ami journaliste italien. De plus, à partir des indications reçues de la part des agents de la *Securitate*, Adameșteanu a abordé, lors de la réunion de la Société organisée à Rome le 17 avril 1970, la question de la nécessité d'organiser une conférence avec la participation des membres de la colonie roumaine, ainsi que la publication, dans la presse italienne, de certains articles sur l'importance du Traité de Trianon (*Ibidem*, 1463/1 : 177). Il s'agissait donc d'essayer d'impliquer des spécialistes italiens, amis de l'archéologue, dans une approche politique, étayée par des arguments historiques. Cependant, comme le dit Onciulescu, les productions historiographiques relatives à la Transylvanie étaient très peu nombreuses en exil (ACNSAS, Informatif, d. 113895/ 2 : 133).

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

Conclusions

Le geste des intellectuels exilés d'être bienveillants et même d'apprécier la politique étrangère de la Roumanie communiste (leurs convictions pouvaient parfois être sincères), le désir de collaboration scientifique et le maintien de la connexion avec leur pays, notamment en rentrant chez des parents ou en rencontrant des parents en Italie, étaient liés à certaines opinions ou particularités familiales, personnelles ou professionnelles que la *Securitate* était disposée à utiliser pour les attirer de son côté ; du point de vue des responsables de l'institution politique, il existait une nette conditionnalité entre le patriotisme, la proximité du pays, le retour possible et l'attrait des exilés à la collaboration. Compte tenu de la composante idéologique ajoutée à l'amour naturel du pays et au patriotisme, l'association entre le pays, souvent appelé « patrie », et le régime s'est inévitablement concrétisée. La *Securitate* a exploité les sentiments patriotiques pour les orienter vers le régime communiste, vers ses réalisations et vers la promotion de l'image de la Roumanie dans l'espace italien. Souvent, la Direction I – Informations Externes a procédé à une « éducation patriotique nationale » en utilisant le slogan « la patrie est et restera la République Populaire Roumaine » (ACNSAS, SIE, 1463/1 : 115). Le phénomène était donc celui du nationalisme sincère utilisé à des fins politiques ; le danger de confondre le soutien du pays avec la promotion du régime communiste faisait que les réactions étaient – dans le cas de certains exilés plus indulgents – circonstancielles. En échange, dans le cas des personnalités qui se sont opposées de manière absolue au communisme, les réactions ont été marquées, bien évidemment, par une véritable véhémence.

Bibliographie

Anuarul statistic al R.P. Române, Bucarest: 1971, 1975, 1980, 1986.

Arhivele Consiliului Național privind Studierea Arhivelor Securității [Les Archives du Conseil National pour l'Étude des Archives de la Sécurité] (ACNSAS), Bucarest, le fond Informative, SIE, Documentaire, Réseau.

Banu, F., Țăranu, L. 2016. *Securitatea 1948-1989. Monografie*, vol. I, Târgoviște: Cetatea de Scaun.

Banu, F. 2008. « Rețeaua informativă a Securității în anii '50: constituire, structură, eficiență », in *Caietele CNSAS*, an I, nr. 2, Bucarest, p. 7-39.

Basciani, A. 2015. « Successo e appannamento dell'immagine di Nicolae Ceaușescu in Italia 1964–1989 », in D'Alessandri, A., Guida, F. 2015. *Dialogoi Politiké. L'Europa e il suo Sud-est*, p. 67-79.

Băileșteanu, F. 2005. *Români celebri din străinătate*, Bucarest: România Press.

Bărbulescu, M., Turcuș, V., Damian, I. 2012. *Accademia di Romania din Roma: 1922-2012*, Roma: Accademia di Romania.

Berindei, M., Dobrincu, D., Goșu, A. 2012-2016. *Istoria comunismului din România. Documente*. [1945-1971], vol. I-II-III, Bucarest: Humanitas.

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

Burcea, C. 2006. « Interviu cu Gheorghe Carageani: Cum se vede din Italia cultura română », in România Literară.

Calafeteanu, I. 2000. *Politică și exil. Din istoria exilului românesc, 1946-1950*, Bucarest: Enciclopedică.

Calafeteanu, I. 2003. *Exilul românesc. Erodarea speranței. Documente (1951-1975)*, Bucarest: Enciclopedică.

Constantinescu, S. 1995. *Exilul. Oameni și idei*, Bucarest: Curierul Românesc.

Deletant, D. 1997. *România sub regimul comunist*, Bucarest: Academia Civică.

Dobre, D. 2013. *O istorie în date a exilului românesc (1949-1989)*, Bucarest: Militară.

Dobre, D., Taloș, D. 2006. *Români în exil, emigrație și diaspora. Documente din fosta arhivă a CC al PCR*, Bucarest: Pro Historia.

Dobre, D., Huiu, I., Toader, M. 2008. *Sursele securității informează*, Bucarest: Humanitas.

Dobre, F. 2006. *Securitatea. Structuri-cadre, obiective și metode*, vol. I (1948-1967), vol. II (1967-1989), Bucarest: Enciclopedică.

Dumitrescu, C. 1997. *O istorie a exilului românesc (1944-1989) în eseuri, articole, scrisori, imagini*, Bucarest: Victor Frunză.

Ficeac, B. 2014. *Tehnici de manipulare*, Bucarest: C.H. Beck.

Fota, C. 1996. *Comerțul internațional și politicile comerciale internaționale*, Craiova: Sitech.

Frunză, V. 1999. *Istoria comunismului în România*, Bucarest: EVF.

Goșu, A. 2004. *Politică externă comunistă și exil anticomunist*, Iași: Polirom.

Manolescu, F. 2010. *Enciclopedia exilului literar românesc 1945-1989. Scriitori, reviste, instituții, organizații*, Bucarest: Compania.

Marinescu, A. 1999-2011. *O contribuție la istoria exilului românesc*, vol. I-X, Bucarest: Vremea.

Miron, P. 2000. *Măsura urmelor*, Timișoara: Marineasa.

Pelin, M. 2002. *Opisul emigrației politice. Destine în 1222 de fișe alcătuite pe baza dosarelor din Arhivele Securității*, Bucarest: Compania.

Pelin, M. 2005. *Deceniul prăbușirilor (1940-1950). Viețile pictorilor, sculptorilor și arhitecților români între legionari și staliniști*, Bucarest: Compania.

Petrenco, A. 1993. *Relațiile româno italiene. De la confruntare la colaborare 1845 1985*, Chișinău: Universitas.

Rad, I. 2010. *Jurnalism românesc în exil și diaspora*, Bucarest: Tritonic.

Stănescu, G. 1999. Ţara şi exilul. Cărţi, oameni, fapte, întâmplări, Bucarest: Criterion Publishing.

Stângaciu, A. 2006. *Investiții și investitori italieni în România (1919-1952)*, Cluj-Napoca: EFES.

Stângaciu, A. 2007. *Romania în contextul integrării în structurile Uniunii europene. Relațiile economice romano-italiene*, EFES: Cluj-Napoca.

Sută, N., Drăgan, G., Mureșan, M., Selejan, S. 1996. *Istoria comerțului exterior românesc*, Bucarest: Eficient.

Sută, N.C. 1998. *Istoria comerțului exterior și a politicii comerciale românești*, Bucarest: Economică.

Troncotă, C. 2003. *Istoria Securității regimului comunist din România, 1948-1964*, Bucarest: Elion.

Ursache, M. 2013. *Comunismul cu rele și rele*, Cluj-Napoca: Eikon.

Zamfirescu, D. 2003. *Cârtițele Securității. Agenți de influență din exilul românesc*, Iași: Polirom.

Zamfirescu, D., Dobre, D., Moldovan, I. 2008. *Urme pierdute, urme regăsite*, Bucarest: Militară.

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)

Note

1. www.mae.ro [consulté le 03 novembre 2019].

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A31137 © 2019 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 18:34:31 UTC)